



# Austérité : Le Front de Gauche en ordre de bataille

# Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité  
par la Fédération  
de Loire-Atlantique  
du Parti Communiste  
Français

Pour tout renseignement :  
02 40 35 03 00  
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 953

28 mars 2013

prix : 0,70 €



## Austérité :

## Les chypriotes cobayes

## Le peuple dit NON !

### Semestre européen

*Ne pas laisser faire*

2

### Rencontres citoyen-nes du Front de Gauche

## PRENEZ LE POUVOIR!



*Rendez-vous le 20 avril*

3

### Airbus

*Méga-commande  
et mini-embauches ?*

5

### Redécouvrir le musée des Beaux Arts

6

### Nantes Châteaubriant



*Le Tram-Train en 2014*

7

## Syrie : Cameron - Hollande même combat pour le clan des marchands de canons !

Difficile d'avoir un jugement raisonné sur la Syrie, quand les mass-média au nom de « l'humanitaire » ou « des armes chimiques » préparent les esprits à s'en mêler. Constatons que la France et la Grande-Bretagne veulent obtenir de l'U.E la levée de l'embargo sur les armes destinées aux rebelles syriens. Or les groupes djihadistes (Al-Nosra), cousins idéologiques de ceux que combat la France au Mali, soutenus par le Qatar et l'Arabie saoudite, sont suspectés de liens avec Al-Qaïda en Irak, s'imposent de plus en plus comme la principale formation anti-Assad. Rappelons que les armes livrées en Libye se sont retrouvées au Sahel dans les mains des narcotrafiquants. Par ailleurs comment peut-on tenir un tel double langage au moment même où se négocie aux Nations Unies un traité sur le commerce des armes (70% par les 5 membres du conseil de sécurité !), et rivaliser avec les autres marchands de canons ? La réponse est peut-être à chercher du côté du déficit de la balance commerciale de plus de 60 milliards (La filiale EADS espère 1,5 milliard de commandes en 2013).



# L'actualité politique dans le monde 2

## Point de vue

par Jérôme TURMEAU



Entendre ce qui se dit ici ou là, ouvrir un tant soit peu les yeux et voir ce que vivent les classes populaires aujourd'hui, sonder l'angoisse des

français quant à leur avenir ou celui de leurs enfants. Voir, tout simplement, écouter avec humilité, loin d'une promenade médiatique à Dijon afin de redorer un blason bien vite terni - si tant est qu'il ait eu le temps de briller.

Il n'est jamais trop tard pour bien faire et les avancés sont possibles. En tout état de cause, il faudra compter sur les communistes pour rendre possible et effective des mesures plus progressistes à même de casser la spirale de l'échec (voir la proposition de loi des députés communistes contre les licenciements boursiers) qui ne fait que profiter au Medef comme aux grands groupes du CAC 40 qui distribuent 40 milliards d'euros de dividendes.

Ecouter la France, répondre aux attentes populaires pour ne pas rendre la France sourde et la démocratie atone. En embuscade, c'est le Front National qui attend et qui paradoxalement, mais fort habilement, fait son terrain de la souffrance sociale. Et les dernières affaires (Lagarde, Cahuzac, Sarkozy), ne font qu'ajouter à la défiance et à la crise de la politique.

**L'ambition des communistes (...) est bien celle de donner de la voix pour faire vivre les aspirations légitimes et les attentes des classes populaires !**

Alors, écouter, c'est faire place au peuple, échanger, construire collectivement un projet, ce n'est pas jouer la carte de l'homme ou de la femme providentielle, comme certains, certaines, voudraient le jouer à l'approche de nouvelles échéances électorales.

L'ambition des communistes, avec le Front de gauche, avec toute celles et ceux qui veulent donner de la force à la gauche est bien celle de donner de la voix pour faire vivre les aspirations légitimes et les attentes des classes populaires !

Pour des emplois pérennes et de qualité, pour un meilleur pouvoir d'achat, pour des services publics dans les territoires, en un mot pour en finir avec l'austérité il faudra compter sur la détermination des communistes.

## Austérité...la méthode du « semestre européen »



Pourquoi ça tombe mal la démission de Cahuzac, l'ancien ministre du budget ? Parce que le gouvernement Hollande-Ayrault est au beau milieu de négociations sur son budget 2014, avec la commission de Bruxelles !

Comment ça ! « Charbonnier n'est pas maître chez lui » ? Et non ! Comme tous les autres pays de la zone euro, nous sommes placés sous tutelle « budgétaire ».

Adoptée fin 2010 et appliquée à partir de 2011, la procédure dite du « semestre européen » se définit comme une succession d'étapes. Tout commence en Janvier. Rappelez-vous. La Commission européenne publie un document prévisionnel sur la croissance attendue dans chaque pays. Or la France comme la très grande majorité des pays européens est en panne de croissance. C'est là le résultat des politiques austéritaires imposées par Barroso et Draghi depuis plusieurs années ! Notre PIB ne progresserait que de 0,1 % cette année, contre 0,3 % anticipé à l'automne dernier. En conséquence il est illusoire de penser atteindre les objectifs fixés par le président pour 2013. Le gouvernement ne pourra pas tenir sa promesse de réduire le déficit budgétaire à 3 %. Au mieux il est envisagé 3,7% et encore nous ne sommes pas rendus à décembre !

Nous voilà en mars. La Commission et le conseil européen nous fixent le cadre dans lequel doit travailler le gouvernement, afin de « relever les principaux défis économiques » qui nous attendent : donner un nouveau tour de vis pour serrer les budgets des ministères comme des

familles pour récupérer 5 milliards d'€ « d'économies supplémentaires ».

Et voilà reparti la logique comptable, le logiciel libéral du postulat de l'équilibre budgétaire ! (à croire qu'aucun d'entre eux n'a entendu parler de l'économiste Keynes !). C'est à qui, dans les ministères trouvera la bonne idée du jour pour développer l'austérité : taxer les retraites complémentaires; les voitures diesel, supprimer le caractère universel des allocations familiales... En choisissant l'ancien ministre des affaires européennes, Bernard Cazeneuve, pour remplacer Cahuzac, Hollande envoie un signal à Bruxelles. Le ministre délégué n'avait eu de cesse de le répéter aux partenaires de la France : « Il ne peut y avoir de doute sur notre volonté absolue de réduire les déficits et de désendetter le pays ».

Ainsi le social-libéralisme se fait complice des objectifs de destruction des conquêtes des luttes menées par nos aînés.

En avril, le gouvernement rendra sa copie avec un nouveau plan de réformes que l'OCDE (organisation de coopération et de développement économique) recommande de pousser plus avant, avec des mesures phares pour réduire les dépenses sur les retraites, le marché du travail, la fiscalité, le SMIC jeune, supprimer les départements et fusionner les communes !

Fin juin, la Commission retournera leur copie annotée aux Etats membres, accompagnée de « recommandations ». A moins que d'ici là le printemps donne de nouvelles idées de luttes contre l'austérité, aux peuples européens.

## De vous à moi

Heureusement il y a Copé et l'UMP ! Jean-François n'est plus ce vacancier jovial qui faisait la grenouille dans la piscine du trafiquant d'armes Takieddine, en compagnie d'Hortefoux du temps de Sarko. Il est triste, le président contesté de l'UMP après le spectacle affligeant de son pugilat contre Fillon. Il lui fallait trouver l'occasion de se refaire un costard de capitaine. Le dépôt de la motion de censure n'avait pas beaucoup d'autres ambitions. Comme prévu, elle a été rejetée, les voix de la droite (UMP+UDI) soit 228 voix ne faisant pas le poids sur les 287 requises. Pourtant les propositions étaient audacieuses « Que les fonctionnaires travaillent 39 heures par semaine, avec la perspective d'être moins nombreux ... ». Heureusement il y a Bruno Lemaire pour qui, ce dont aurait besoin la France, « ce n'est pas d'un ajustement c'est d'une révolution » ! Et N.K.Morizet va plus loin encore « nous devons ...renverser la table » !

## En bref

**Turquie : le grand pari de la paix Kurde.**

Incarcéré depuis 1999 sur l'île prison d'Imari, Abdullah Öcalan, fondateur du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a appelé ses troupes le 21 mars, jour du nouvel an Kurde, à un cessez le feu. Un geste attendu qui renforce les espoirs de paix dans un conflit qui a fait 45000 morts depuis le début de la lutte armée 1984. Ce peuple est écartelé entre l'Irak, l'Iran, la Syrie et surtout la Turquie, où vivent 15 millions d'entre eux.

**Airbus décroche la plus grosse commande de son histoire.**

Lion Air, la compagnie low cost indonésienne jusque-là acquise à Boeing, achète 230 A320. Ce sont des Neo, la nouvelle version la plus économe en carburant. La livraison devrait s'étaler jusqu'en 2020. Quarante-deux A320 sortent des chaînes par mois. Pour tenir ses engagements, Airbus va encore embaucher : aux 5000 de 2012, vont s'ajouter 3000 recrutements en 2013.

**L'ex-président soupçonné d'avoir abusé de la faiblesse de la première fortune de France.**

Le juge Jean-Michel Gentil a mis en examen Nicolas Sarkozy après l'avoir confronté à quatre membres du personnel de Mme Bettencourt. Combien de fois le candidat s'est-il rendu au domicile de l'héritière de l'Oréal pendant sa campagne de 2007 ? Eric Woerth son trésorier d'alors est dans le même bateau. L'avocat des inculpés espère obtenir la nullité de ce chef d'accusation et crie à l'injustice. L'UMP dénonce un acharnement judiciaire. Seize personnes ont déjà été mises en examen dans cette affaire depuis la plainte de la fille de madame. L'enjeu est d'importance, l'inéligibilité pendant 5 ans, fait partie des peines encourues.

**Mme Lagarde ex-ministre de l'Economie de Sarkozy rattrapée par l'affaire Tapie.**



Son domicile parisien a été perquisitionné. La justice enquête sur son rôle en 2008, dans l'arbitrage litigieux sur la vente d'Adidas qui a permis à Bernard Tapie de toucher 400 millions d'euros.

Impliquée personnellement dans un processus comportant de nombreuses anomalies et irrégularités, on lui reproche d'avoir recouru à un arbitrage privé alors qu'il s'agissait de deniers publics et d'avoir eu connaissance de la partialité de certains juges arbitres.

De plus elle aurait fait modifier le procès-verbal initial pour y intégrer la notion de préjudice moral - ce qui avait permis aux époux Tapie de toucher 45 millions d'euros.



## A quelle sauce Chypre va-t-il être mangé ?

Laboratoire d'austérité ? Les chypriotes ne se sont pas laissés faire et les députés (sous pression des gros comptes ???) ont été bien inspirés de rejeter la taxation des dépôts des épargnants. Pourtant, l'Eurogroupe, qui réunit les ministres des finances de la zone Euro, avait assoupli sa position puisqu'à l'origine, l'aide de 10 milliards d'Euros pour sauver le système bancaire devait être débloquée à condition de taxer tous les dépôts.

Quelles seront les solutions désormais imposées pour sauver les banques ?

A l'heure où nous écrivons ces lignes, impossible de savoir à quelle sauce seront mangés les chypriotes.

## Des mesures d'urgences

Remettre l'économie à l'endroit, c'est possible !

- Taxer les revenus du capital
- Supprimer les niches fiscales sans utilité sur le plan social, économique, écologique
- Rendre l'impôt plus juste et progressif
- Porter le SMIC à 1700 € brut
- Limiter le recours aux contrats précaires

- Interdire les licenciements dits boursiers
- Réindustrialiser
- Développer les services publics
- ...

# L'austérité n'est pas une fatalité

4

### Objectif Retraites

Les pressions à l'austérité ne cessent de parvenir à l'Etat français afin que celui-ci réduise sa dette.

Toutes les pistes sont bonnes et parmi elles, s'attaquer au régime de retraite des français.

Pour ce faire, une commission pour l'avenir des retraites a été installée en février dernier. Cette commission a jusqu'au mois de juin pour préparer la concertation avec les partenaires sociaux.

**D'ores et déjà, le gouvernement a laissé entendre qu'il pourrait s'inspirer des négociations sur les retraites complémentaires** (Agirc/Arrco).

Négociations qui aboutiraient à une légère augmentation des cotisations, +0.1 point en 2014 et 2015 et une revalorisation inférieure de 1 point à l'inflation durant 3 ans. Cela ne sera pas sans conséquences sur le pouvoir d'achat des retraités.

Pour le medef, les choses sont simples : augmenter le nombre d'années de cotisations et placer l'âge de la retraite au dessus de 63 ans.

Quant au gouvernement, l'idée semble acquise que la retraite à 60 ans ne serait plus tenable !

### Objectif politique familiale

Au nom du postulat libéral de l'équilibre des comptes de la branche famille, le gouvernement envisage de remettre en cause son caractère universel. Soit en rendant impossibles les prestations familiales: soit de les rendre accessibles sous conditions de ressources. Le MEDEF réclame depuis des années que son financement ne soit plus opéré par les cotisations sociales.

**La politique familiale n'est pas une variable d'ajustement pour rétablir l'équilibre des comptes!**

### Saint-Joachim, la gauche entre en action

Les élections municipales de 2014 seront l'occasion de porter des listes qui localement, dans les compétences des municipalités, auront à cœur de proposer une politique tournée vers la satisfaction des besoins des citoyens notamment par le renforcement ou la mise en place de services publics qui sont autant de remparts contre les effets de la crise, de porter une politique ambitieuse pour le logement, l'aménagement du territoire...

A St-Joachim, après de nombreuses sollicitations, **Véronique Mahé a accepté d'œuvrer à la mise en dynamique de la construction d'une liste de gauche avec les hommes et femmes**



**, communistes, socialistes, progressistes ayant à cœur le développement de la commune.**

## Le Front de gauche en ordre de bataille

**L'austérité n'est pas la solution !** C'est ce que clament, avec le Front de Gauche, les communistes et leurs élus ! Loin de régler les problèmes majeurs auxquels sont confrontés les français : Pouvoir d'achat, chômage, droit au logement et à l'énergie, accès aux services publics... elle accentue au contraire les inégalités sociales.

L'austérité appelle l'austérité, c'est la règle implacable, pour autant, malgré les exemples criants partout en Europe : Grèce, Portugal, Espagne, la troïka continue d'imposer cette recette et, en France même, le gouvernement a fait adopter le traité européen, il accorde 20 milliards au patronat et l'assurance, grâce à l'ANI, de détricoter le code du travail.

### De l'assemblée nationale...

**A l'encontre de l'ANI et des mesures d'Austérité les parlementaires communistes et du Front de Gauche proposent une loi visant à interdire les licenciements boursiers. Parole à André Chassaing, président du groupe GDR à l'assemblée nationale.**

« En présentant la semaine dernière à la presse, avec ma collègue du Sénat Eliane Assassi, notre proposition de loi « visant à interdire les licenciements boursiers et les suppressions d'emplois abusives », j'étais conscient de l'enjeu que pouvait représenter ce texte pour les salariés de notre pays. Alors que nous venons de franchir le record historique de 3,2 millions de chômeurs fin janvier 2013, et plus de 5 millions si l'on prend en compte toutes les catégories de demandeurs, l'urgence est de redonner aux pouvoirs publics et aux salariés des outils législatifs capables de stopper les stratégies financières destructrices d'emploi des entreprises.

Il s'agit de faire face concrètement à l'avalanche des plans de licenciement, présentés sous couvert de recherche de compétitivité, mais sans justification économique réelle. L'Etat ne peut rester l'arme au pied face au saccage de l'emploi, quand les entreprises réalisent d'énormes bénéfices, versent des millions d'euros de dividendes aux actionnaires, et suppriment des milliers d'emplois. Comme le précise l'exposé des motifs, « depuis de nombreuses années, le monde du travail constate, impuissant, l'émergence d'un nouveau type de licenciement, différent du licenciement pour motif personnel ou économique ». Ces licenciements abusifs ou « boursiers » résultent en effet du détournement des procédures de licenciements actuelles, alors que les entreprises ne connaissent parfois aucune difficulté particulière, ni prévisible. Continental, Unilever, Sanofi, Valeo, Arcelor, Goodyear, Renault, PSA, Carrefour... la liste de ces exemples continue de s'allonger mois après mois.

Les 8 articles de ce texte ont été construits sur la base d'un travail collectif, que je juge exemplaire, associant les différentes composantes du Front de Gauche. Grâce à l'implication du Front des luttes, il s'est aussi appuyé sur l'apport et l'expertise de terrain de très

### ... aux territoires

En Loire-Atlantique aussi, la campagne pour une alternative à l'austérité est lancée !

**80000 tracts ont commencé à être distribués partout dans le département** par l'ensemble des militants qui composent le front de gauche et de nombreuses initiatives vont se tenir. L'objectif est celle d'une prise de conscience de la population qui bien que subissant les politiques d'austérité doit faire face à une entreprise de désinformation vendant ces politiques comme inéluctables au regard de caisses vides qui ne sauraient se remplir que par la mise à contribution des seuls ménages.

**Une première réunion citoyenne a eu lieu à Savenay, dans le cadre du**

forum citoyen local du PCF, avec pour thème : « l'austérité n'est pas l'avenir ».

Une première rencontre qui a permis de décrypter les mensonges du discours dominant et sa justification de l'austérité. Il a été rappelé durant cette rencontre les conséquences des politiques menées jusqu'alors, politiques qui s'attaquent exclusivement aux classes populaires. C'est André Maurice, professeur d'économie qui est intervenu au cours de la soirée. Une soirée qui a montré l'urgence de faire bouger les choses, de remettre en cause la pensée dominante !

**Les communistes avec leurs partenaires du Front de Gauche s'opposent à cette politique.** A l'assemblée, au Sénat, les parlementaires communistes travaillent à limiter, par des amendements la portée des lois austéritaires, mais travaillent aussi à des projets de loi plus progressistes.

Reste que si la majeure partie de nos concitoyens souffre de la crise et des mauvais remèdes qui lui sont apportés, **il faut encore construire un large Front de refus de l'austérité !**

**C'est la bataille de sensibilisation menée partout en France, du parlement à la rue :**

**Oui, il existe une alternative à l'austérité !**

nombreux syndicalistes et représentants d'entreprises en lutte, comme les Sanofi, les Fralib-Thé l'Elephant, les Pilpa... Ce texte vise à réajuster le droit du travail pour faire face à la finance, en redéfinissant les motifs de licenciement acceptés. Il prévoit également que les licenciements sont jugés abusifs, sans cause réelle et sérieuse, si l'entreprise ou l'usine a constitué des réserves ou un bénéfice net au cours des 2 dernières années, ou si elle a distribué des dividendes, des stocks options ou procédé à des rachats d'action. Il demande le remboursement des aides publiques lorsque le licenciement aura été jugé sans cause réelle et sérieuse. Le texte remet aussi en cause la procédure de rupture conventionnelle, véritable licenciement déguisé qui a concerné plus d'un million de salariés depuis 2008. Voilà la première boîte à outils dont doit se saisir la gauche pour appuyer son action au service de l'emploi !

Sans attendre son examen en séance publique le 16 mai 2013, dans le cadre de la « niche » parlementaire réservée à notre groupe, l'urgence est de faire connaître le plus largement le contenu de ce texte, auprès de l'ensemble du monde du travail : salariés en lutte, demandeurs d'emploi, syndicalistes, responsables associatifs...

Voilà une proposition de loi qui ne vise que l'intérêt général. En lien étroit avec la prise de conscience qui grandit pour s'opposer à l'Accord national interprofessionnel, cet « ANI qui nous veut du mal », popularisons « cette proposition de loi qui vous veut du bien ».

**« L'urgence est de redonner aux pouvoirs publics et aux salariés des outils législatifs capables de stopper les stratégies financières destructrices d'emploi »**



**Dégradation des conditions de travail et d'emploi, destruction du droit du travail. STOP !**

**Nantes - 2 avril - 20h30 - Salle A, Manufacture des tabacs**

**L'Alternative à l'austérité  
Vallet - 24 avril - 20h30 - Salle de l'amicale laïque**

## Les romanciers nantais

À la fin de l'année dernière s'est constituée une association d'auteurs – romanciers, novellistes surtout – de Nantes et alentours, afin de faire connaître et promouvoir leurs œuvres. Dans ce but, un site internet ([lesromanciersnantais.com](http://lesromanciersnantais.com)), après une présentation de l'association et de ses statuts, donne une courte biographie de chaque auteur, recense leurs livres déjà parus, met en lien quantité de sites – blogs d'auteurs, sites d'éditeurs... et signale les manifestations à venir.

Le prochain rendez-vous est fixé au café Flesselles (3, allée Flesselles, Nantes) pour une « collection de printemps » les vendredi 5 avril de 17 à 22 heures et samedi 6 avril de 14 à 19 heures : rencontres avec 23 auteurs, et plus de 80 livres.



# Culture, idées

6

## Rendez-vous

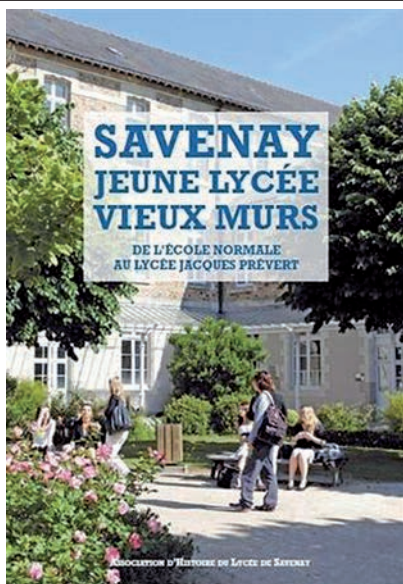


La nouvelle exposition du musée de la Résistance à Châteaubriant aura pour thème « communiquer c'est résister/1940-1945 », accompagnant le thème annuel du concours national de la résistance et de la déportation (CNRD).

Elle se tient depuis le 20 Octobre 2012 et jusqu'au 28 Septembre 2013.

Quatre panneaux traitent des actes de résistance sur notre Région et les suivants sont réservés à **Robert Doisneau** et plus particulièrement sur sa période photographique des imprimeries clandestines.

Table ronde au Centre de Communication de l'Ouest (tour de Bretagne à Nantes) Vendredi 5 avril de 10 h 30 à 12 h 30.



Ce livre collectif (\*) de l'Association d'Histoire du Lycée de Savenay (AHL) s'est vu décerné le prix annuel 2012 d'Histoire de la Société Académique de Nantes et de Loire-Atlantique (fondée en 1798, reconnue d'utilité publique en 1877).

La remise officielle de ce prix aura lieu le jeudi 28 mars à 18 h, au château des Ducs de Bretagne à Nantes, bâtiment du harnachement.

Site de l'AHL / [www.ahl.fr](http://www.ahl.fr)

(\*) 326 pages 24 euros.

## Redécouvrir le musée des Beaux Arts

Le musée des Beaux arts de Nantes est actuellement fermé pour des travaux d'agrandissement et de réaménagement. La presse qui a, fin 2012, relayé la polémique sur le coût – exorbitant pour la droite nantaise – a pourtant peu évoqué l'importance de ce fleuron de la ville, l'un des plus anciens musées de notre pays, un musée qui ambitionne aujourd'hui de devenir le grand musée d'Arts de Nantes mettant en valeur des collections remarquables, donnant à l'art contemporain la place qu'il mérite.



Ce musée qui, rappelons-le, fut l'un des 15 musées de province créés sous le Consulat, en 1801, est abrité depuis 1900 dans le bâtiment actuel, à l'angle de la place de l'Oratoire et de l'actuelle rue G. Clémenceau. Il peut être considéré comme l'une des grandes réussites de l'architecture muséographique du 19ème siècle. Son histoire est marquée d'une originalité dans la constitution même de ses collections qui en fait toute la richesse : dès sa création, il accueillit un nombre conséquent d'œuvres de primitifs italiens, à l'époque romantique, dans les années 1830. Il fit le choix de s'ouvrir à l'art contemporain. Ainsi, les principaux mouvements de l'art moderne sont représentés dans les collections. Soulignons enfin que la collection contemporaine du musée s'est enrichie depuis 2003 de nombreux dépôts d'œuvres du Fonds National d'Art Contemporain.

Pendant les travaux d'extension du musée – dont la réouverture est prévue en 2014 – l'ensemble des œuvres a été déménagé vers de nouvelles réserves où elles sont examinées, restaurées, photographiées. Actuellement un programme d'expositions temporaires présenté à la chapelle de l'Oratoire permet de voir ou revoir les œuvres sous un autre jour. C'est ainsi l'occasion de montrer, jusqu'au 29 avril et dans une muséographie sobre et bien adaptée, une sélection d'estampes et de dessins français du 19ème siècle.

### L'Europe est en crise : économique, éthique et philosophique.

La promesse de sécurité, de justice et de prospérité n'a pas été tenue. L'Europe sociale n'existe pas. L'austérité se généralise au point que plusieurs pays connaissent un véritable état de dévastation sociale, l'affaiblissement de la démocratie porte les germes d'une montée des nationalismes, de la xénophobie, des extrêmes droites européennes.

L'Europe entre-t-elle dans une ère "a-démocratique" ou "post-démocratique", comme l'affirme le philosophe Jürgen Habermas ? De traité en traité, l'Europe est de plus en plus maltraitée. La "troïka" procède à une véritable "dé-construction européenne". N'y a-t-il d'autre choix que de se soumettre aux règles

contestées et contestables du capitalisme financier international ? Peut-on laisser se produire la fuite en avant vers le "saut fédéral" ou le "grand marché transatlantique" ? Faut-il au contraire sortir de l'euro, voire de l'Union européenne, comme le proposent certains ?

Un autre projet est-il possible ? Existe-t-il des leviers utilisables pour changer le cours des choses et comment mobiliser des forces alternatives ? Bref, y-a-t-il un plan B ?



Répondre de la crise signifie maintenant: reconstruire l'Europe. Répondre à la défiance que connaît l'Europe signifie : engager le débat citoyen. Pour l'éclairer, L'Huma café citoyen vous propose une nouvelle rencontre le

Vendredi 5 avril à 18 heures  
Médiathèque Jacques Demy  
Amphithéâtre Jules Vallès niveau 8 -  
quai de la Fosse

### (RE)CONSTRUIRE L'EUROPE ?

Un dialogue sur l'Europe  
entre Jean-Marc FERRY,  
Professeur de philosophie de l'Europe  
et Francis WURTZ, eurodéputé honoraire

L'exposition montre que le fonds du 19ème siècle est à la fois riche par le nombre d'œuvres et leur qualité, mais relativement peu diversifié et sans réelle cohérence. On y retrouve plusieurs ensembles conséquents par divers artistes, ainsi que des feuilles isolées, mais l'ensemble n'est pas réellement représentatif des arts graphiques du 19ème siècle.

L'accrochage mêle œuvres très connues, comme la splendide étude de draperies d'Anne-Louis Girodet ou le Prisonnier d'Odilon Redon, à d'autres plus confidentielles, comme la belle série d'études de têtes pour un décor réalisé pour l'église Saint-Louis de Paimboeuf, par le méconnu Alexis Douillard ou de grands pastels du nantais Alexis Chatron.

On peut signaler les œuvres les plus surprenantes et qui constituent sans doute la plus belle découverte de cette exposition. Elles sont de Pierre-Emile Cornillier, un artiste symboliste extrêmement doué mais bien oublié. Citons enfin plusieurs dessins de Paul Flandrin dont un carnet fut acheté en 1996 mais on n'y verra pas un don très récent de la « galerie de Bayser » représentant une Vue d'un lac dans les gorges de Provence puisqu'il s'agit d'un panneau peint et non d'un dessin. C'est d'ailleurs de la même « galerie Bayser » que le musée vient d'acquérir un extraordinaire dessin inédit de Louis David, représentant l'Allégorie de la Révolution à Nantes, esquisse pour une grande composition que la municipalité de Nantes devait lui commander. Il vint dans la ville pour y travailler, en mars-avril 1790, mais le projet fut finalement abandonné. Le Louvre conserve un carnet acquis en 1978 où l'on trouve plusieurs dessins préparatoires pour cette composition.

Redécouvrir le musée des Beaux-Arts : infos pratiques :  
Heures d'ouverture : 10h -18h sauf le mardi. Nocturne le jeudi jusqu'à 20 H  
Plein tarif : 2 €

**45%** A un an des élections municipales, les préoccupations des Français pour leur commune portent en priorité sur le montant des impôts locaux (45%), suivi de la lutte contre la délinquance (37%), selon un sondage de CSA pour BFMTV et Le Figaro publié le 7 mars 2013. Après le montant des impôts et la prévention de la délinquance, viennent les questions de stationnement et de circulation (34%) et de logement (26%), alors que la lutte contre la pollution et les espaces verts ne préoccupent respectivement que 12% et 8% des personnes interrogées.

**Ils ont rejeté le scrutin binominal paritaire qui instaurait notamment la création d'un binôme homme-femme pour les élections cantonales.** Le Sénat a adopté dans la nuit du 14 au 15 mars 2013, en deuxième lecture, le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral ainsi que le projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux. Cependant, comme lors de la première lecture (18 janvier 2013), les sénateurs ont à nouveau rejeté le mode de scrutin binominal paritaire qui instaurait notamment la création d'un binôme homme-femme pour les élections cantonales.

# Au cœur de collectivités

7

## Gilles Bontemps -Vice président du conseil régional des Pays de la Loire en charge des transports -

### Le tram-train au service des citoyens et du développement économique

Gilles Bontemps, vice-président communiste de la Région en charge des infrastructures, des transports et des déplacements et Jacques Auxiette, Président de la Région des Pays de la Loire, ont annoncé le 15 mars dernier officiellement la date définitive à laquelle sera mis en service commercial le tram-train.



**C'est donc maintenant ferme et définitif, le tram-train circulera à compter du 28 février 2014. La**

**mise en service va se faire en trois phases : 7 allers-retours quotidiens entre les gares de Nantes et de Châteaubriant à partir du 28 février, 16 allers-retours entre Nantes et Nort trois semaines plus tard. Ultime phase, 23 allers-retours entre Nantes et Sucé (7 villes desservies) cinq semaines après.**

La réouverture de la ligne ferroviaire reliant Nantes à Châteaubriant avec du matériel tram-train **constitue une opération exemplaire de réouverture de ligne en France et de développement durable, un projet d'envergure unique en France. Le tram-train, déjà en service sur Nantes-Clisson rappelons-le depuis 2011 avec un succès qui ne se dément pas, propose des déplacements plus simples, plus rapides, moins polluants...**

Pour l'élu « Il s'agit d'offrir une alternative crédible à l'utilisation de la voiture, en répondant aux besoins de transport des usagers

des villes périphériques et en favorisant le développement des communes les plus éloignées. La réouverture constitue un acte d'aménagement territorial fort et une offre de transports renforcée pour tous les usagers du territoire. »

Cette ouverture comporte des innovations remarquables qui expliquent la complexité de la tâche à mener. **Tout d'abord celui du choix du tram-train qui constitue le matériel le plus performant pour assurer dans de bonnes conditions de temps de parcours, un maximum d'arrêts en milieu urbain et périurbains et une capacité à emprunter les voies SNCF et le réseau de tram.**

Par ailleurs un comité de pilotage, composé de représentants nationaux et régionaux de RFF et de la SNCF notamment, a été mis en place pour assurer le suivi et la tenue du planning annoncé. Cette gouvernance renforcée va perdurer jusqu'à la mise en service afin de veiller au respect du planning avec des réunions tous les 15 jours entre la Région, la SNCF et RFF.

Concernant le prix du billet, celui-ci devrait être fixé début juin lors d'une « réunion conclusive » entre les collectivités locales concernées. Une chose est sûre : l'aller simple Nantes-Châteaubriant se fera « à moins de 10 € », évalue Gilles Bontemps, vice-président communiste en charge des transports. Et les réductions déjà existantes – comme le plafonnement du trajet domicile-travail à 1 €, que permet un dispositif du conseil régional des Pays de la Loire - « s'appliqueront » au tram-train précise l'élu communiste.

## Trignac

### Un débat d'orientation budgétaire pour construire 2013 et préserver l'avenir.



Le débat d'orientation budgétaire qui s'est déroulé lors du dernier conseil municipal Trignacais ne peut être dissocié des conséquences d'une crise qui n'est pas celle des citoyens et des collectivités. L'Etat sur 3 ans s'engage globalement à une réduction de 4,5 milliards d'euros des dotations. L'Etat se défaussant ainsi sur les communes dont les budgets doivent être pourtant équilibrés.

**Dans une ville populaire comme Trignac, dont les habitants sont frappés de plein fouet par le chômage et la baisse du pouvoir d'achat, les élus ont voulu préserver leur structure budgétaire afin de « conforter leur soutien au CCAS et la mise en oeuvre des services publics locaux, de maintenir le niveau d'investissement et d'entretien des voiries et bâtiments communaux, et de soutenir toutes les associations locales ».**

Par ailleurs les élus du groupe communiste par la voix de leur porte parole Christelle Oriaut précisait que « les dépenses de fonctionnement étaient encadrées, l'autofinancement préservé comme la capacité de désendettement. »

La dynamique d'investissement est préservée grâce au soutien notamment du département et de la région. La réalisation de certains projets comme la rénovation de la mairie, la médiathèque et d'équipements sportifs devront ainsi être accompagnés dans le temps. Par ailleurs la politique de construction de logements locatifs et en accession, expression de la solidarité, préserve les ressources locales et permettra ainsi de limiter au maximum la pression fiscale. Le budget 2013 se veut ainsi être un budget au service des habitants et de leur avenir !

## Nantes

### Spectacle vivant et processus de Bologne



Lors du dernier conseil municipal nantais, les élus communistes et républicains ont pu se pencher sur la construction prochaine du pôle d'enseignement supérieur Bretagne Pays de la Loire (Pont Supérieur) groupant entre autres les formations au diplôme national supérieur professionnel de musicien Rennes et les formations aux diplômes d'État de professeur de danse. **Cette construction vient acter un processus de regroupement de l'enseignement supérieur du spectacle vivant.**

Les élus communistes par la voix de Raymond Lannuzel ont souligné que « ce processus dit de Bologne, engagé depuis de début des années 2000, est une démarche voulue par l'Union européenne visant à harmoniser l'enseignement autour du schéma LMD. » Il s'agit ni plus ni moins pour les communistes « d'un processus de libéralisation de l'enseignement supérieur avec le développement de politiques de régression sociale (augmentation des frais d'inscription, casse des services publics, sans parler du renforcement de la sélection universitaire). »

Il s'agissait pour les élus d'approuver le projet de construction d'un bâtiment partagé Conservatoire/Pont Supérieur sur l'île de Nantes. **Les élus communistes partagent les objectifs de rapprochement artistique et pédagogique et d'ouverture interdisciplinaire mais comme ils avaient pu le déclarer ceux-ci s'inquiètent de la poursuite du processus dit d'harmonisation à l'échelle européenne qui renforce les inégalités sociales et territoriales.** Ils considèrent que l'État, en ce domaine comme en d'autres, échappe à ses responsabilités propres.

## Près de vous

### Explication du vote des députés communistes et Front de Gauche sur la loi Peillon de refondation de l'école.

Extrait de la déclaration de F. Asensi

« L'école de la République a su ouvrir à des générations de filles et de garçons l'accès aux connaissances quel que soit le milieu social dont ils étaient issus, elle a, ainsi, participé aux avancées humaines et sociales dans notre société en permettant l'essor de l'intervention populaire. Mais, aujourd'hui, notre école n'arrive plus à dépasser les inégalités sociales et territoriales. Elle a été, depuis dix ans, malmenée par la droite à coup de RGPP, de dénigrement des équipes éducatives.

**L'école a besoin d'une rupture forte avec ces politiques libérales alors que nous avons besoin de privilégier d'abord l'humain.** Aussi, je veux vous redire mon espoir, monsieur le Ministre, dans l'affirmation d'une nouvelle ambition pour l'école : sa refondation afin d'assurer la réussite de toutes et tous... » Plus d'infos sur elunet.fr

### La démocratisation des institutions est encore bien loin pour les sénateurs communistes

Le groupe CRC au sénat revient sur deux faits importants qui sont intervenus ces derniers jours et qui éclairent les ambitions constitutionnelles du Président de la République et de son gouvernement.

« Le Conseil des Ministres a validé hier une réforme constitutionnelle a minima. La volonté de modernisation et démocratisation de la vie politique affichée durant la campagne électorale, présente encore dans le rapport de commission Jospin, bien que déjà atténuée, se résume à des textes aux ambitions limitées. **Le droit de vote des étrangers aux élections MUNICIPALES, promesse symbolique de la campagne, combat commun à la gauche rassemblée durant des années, est quant à lui, abandonné en rase campagne. Au-delà, la réforme ne s'attaque pas au déficit démocratique de plus en plus lourd qui s'installe dans notre pays.**

Rien n'est envisagé notamment pour restaurer les droits du Parlement déjà attaqué par la Constitution de 1958, et à nouveau malmenés par la réforme de Nicolas Sarkozy de 2008.

Le deuxième évènement de cette journée, l'annonce du recours aux ordonnances nous inquiète fortement sur son principe et sur son champ..

Les sénateurs communistes et citoyens dénoncent le recours aux ordonnances, ils ne modifient pas leur point de vue aujourd'hui, au gré des circonstances. Pour les sénateurs communistes il est clair qu'ils n'accepteront en aucun cas qu'une nouvelle atteinte au droit à la retraite soit effectuée par ce biais.»

## Ouvrons-là

**La réduction des effectifs dans la fonction publique ferme des débouchés professionnels pour les jeunes.**



**Par Laurent HEITZ**

Malheureusement, la précarité et le chômage de masse touchent une part non négligeable de la population française. Les jeunes sont les premières victimes de ce système économique en panne, en plus grande proportion que leurs aînés. Alors que le taux moyen national du chômage a franchi la barre des 10%, il atteint 25% chez les moins de 25 ans. **Ce niveau du chômage n'avait alors jamais été atteint depuis les premières statistiques de l'INSEE en 1975.** La précarité ne fait que s'aggraver avec les politiques d'austérité menées aussi bien par les gouvernements de droite que de gauche, et qui ont largement prouvé leur nocivité.

Dans ce contexte de crise économique, la fonction publique (Etat, Collectivités territoriales, Hôpitaux) est l'un des principaux pourvoyeurs de CDI, sur des métiers valorisants répondant aux besoins de la population et à l'intérêt général. Elle couvre des filières variées (santé, urbanisme, développement durable, action sociale, enseignement, ...), qui constituent des débouchés pour les jeunes, notamment ceux suivant des études universitaires. En effet, un bon nombre de diplômés préparés dans les universités ont pour principal débouché la fonction publique.

La Réforme Générale des Politiques Publiques (RGPP) (version Sarkozy) puis la Modernisation de l'Action Publique (MAP) (version Hollande) n'ont pour but que de faire des économies de bout de chandelle dans le secteur public alors que des milliards sont gracieusement accordés au patronat. En effet, 150 000 postes de fonctionnaires et de nombreuses structures ont été supprimés pour une économie de 11 milliards d'€ entre 2009 et 2013 (source : Rapport sur le bilan de la RGPP du 25-09-2012), alors que les crédits d'impôts pour les entreprises s'élèvent à 20 milliards par an, sans aucune contrepartie ! Cette politique conduit à boucher l'avenir des jeunes, notamment ceux destinés à la fonction publique qui suivent des formations dans les universités.

**Décidément, l'austérité pour le peuple n'est pas compatible avec une politique efficace de réduction du chômage.**

## Exécutif et organigramme départemental

Exécutif élu à l'unanimité en Conseil départemental

**SEASSAU Aymeric** (Conseil National)  
Secrétaire départemental / Relations avec les forces politiques



**AUTES Erwan, BENATRE Marie Annick, BERLAND Marc, MAHE Véronique, MAIA Pedro, PERNOT Mireille, SALECROIX Robin, TURMEAU Jérôme**

Organigramme voté à l'unanimité en Conseil départemental

**Aymeric SEASSAU**  
Secrétaire départemental / Relations avec les forces politiques

**Pôle Vie du parti, moyens, renforcement et bataille financière**

**MAIA Pedro**  
Coordination direction départementale Vie du parti / renforcement



**BERLAND Marc**  
Trésorerie et bataille financière

**FROMNTEIL Jean Pierre, RENEVOT Yvon, RICA Michel** (Conseil National)  
**SAUVETRE Céline, VILLEMAINE Valérie**



**Pôle Communication et information aux adhérents**

**TURMEAU Jérôme**  
Nouvelles de Loire-Atlantique et site internet



**LORTHIOIS Gauthier** (Information aux adhérent(e)s)  
**GOUTY Michel** (Humanité)  
**DENIS Philippe**

**Pôle Mouvement d'idées et solidarités**

**BENATRE Marie Annick**  
Relations avec les associations et les collectifs

**AUFORT Claude** (Planification écologique)  
**MAURICE André** (Histoire, mémoire et formation)  
**CHAPEAU Patrice, DELAHAIE Marie Christine, DAVID Fabrice, TESSIER Rémi**



**Pôle Education et formation tout au long de la vie**

**MAHE Véronique** (Conseil National)

**BROUSSE Estelle** (Formation tout au long de la vie)  
**BIZEUL Emmanuelle, GUIET Stéphane, ROUGE Catherine**



**Pôle Travail et emploi**

**PERNOT Mireille**

**DEVEDEC Yves** (Industrie),  
**CARREY Nicolas, GUILLE Marcel, LE DAHERON Raymond**



**Pôle Aménagement du territoire et cadre de vie**

**SALECROIX Robin**  
Secrétaire du Conseil départemental

**BONTEMPS Gilles** (Transports)  
**DELAHAIE Hubert** (Aménagement du territoire)  
**FLEURIMONT Sandrine, JUSTY Marc, MAHE Sabine**



**Pôle Services publics et protection sociale**

**AUTES Erwan**

**ACUSTIN Philippe** (Services publics)  
**GUILLOU Stéphane** (Protection sociale)  
**CABON Françoise, ROBIN Marie Claude**



## Vite lu...

### Communiqué de l'A.R.A.C de Loire Atlantique

Pour la première fois depuis la fin de la guerre d'Algérie, le 19 mars 1962, date de la proclamation sur le terrain d'un cessez-le-feu qui ouvrit la voie à la fin des combats, est commémorée officiellement en France. L'Association Républicaine des Anciens Combattants et Victimes de Guerre des Combattants pour l'Amitié, la Solidarité, la Mémoire, l'Antifascisme et la Paix de Loire-Atlantique tient à souligner l'importance de participer aux commémorations qui se tiendront le 19 mars prochain. La commémoration départementale de cette date reconnue comme : Journée nationale du souvenir et du recueillement à la Mémoire des victimes civiles et militaires de la Guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc aura lieu à Rezé : le mardi 19 mars à 11 h 00 avec la participation de Monsieur le Préfet devant le Mémorial AFN sis à Rezé place Sarraill entre les Nouvelles Cliniques et le pont de Pont Rousseau.

Aujourd'hui le 19 mars devient la propriété de l'ensemble des françaises et des français, jeunes et anciens. L'ARAC de Loire-Atlantique invite ses adhérents et les citoyens à participer nombreux à cette cérémonie.

Notre ARAC rappelle que la mémoire de toutes les victimes inspire notre engagement contre la guerre, pour la paix, pour l'amitié et la solidarité entre tous les peuples ; c'est la seule voie capable de construire l'avenir auquel aspirent toutes les femmes et tous les hommes conscients de leur fraternité.

### Nécrologie

Nous avons appris la disparition de Guy GAULTIER, nantais de naissance, il s'était engagé dans les Jeunesses communistes en 1936. Résistant, par ces renseignements, il contribuera à l'exécution du Feldkommandant Hotz à Nantes le 20 octobre 1941. Traqué par la police, il entrera dans la clandestinité. Arrêté en 1943, torturé, il sera envoyé en déportation à Dachau. Les Nouvelles de Loire-Atlantique présentent à sa famille et à ses proches ses sincères condoléances



Photo prise après son arrestation et tirée d'un ouvrage de Michel PRODEAU : Itinéraires clandestins

### « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU  
Commission paritaire : N° 0315 P 11519  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : Publihebdo Locminé  
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36  
e-mail : [redac.nla@orange.fr](mailto:redac.nla@orange.fr)

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
Marie-Annick BENÂTRE  
Pedro MAIA  
Yann VINCE  
Mireille PERNOT  
Robin SALECROIX  
André MAURICE



## L'agenda

**Vendredi 29 mars** : Banquet départemental à 19H00, salle de l'estuaire à Coüeron.

**Mardi 2 avril** : Assemblée citoyenne sur l'austérité, à 20H30, salle A de la Manu à Nantes.

**Mardi 2 avril** : conférence débat sur les enjeux industriels en Basse Loire à 18H30 salle Tabarly à Indre.

**Mercredi 3 avril** : Réunion du Comité local de la section Loire et Sèvre.

Mardi 9 avril : réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.